

Le pouvoir aux travailleurs

19 FEV. 1995

N° 24

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- TRAVAILLEURS EN LUTTE, UNISSONS-NOUS!	2 - 4
- LA COTE D'IVOIRE, UN PAYS PAUVRE COMME TANT D'AUTRES	5 - 6
- LE GABON EXPULSE MASSIVEMENT SES SANS- PAPIERS: LES TRAVAILLEURS IMMIGRES DESIGNES COMME BOUCS-EMISSAIRES	7 - 10
- MAURITANIE: REVOLTE CONTRE LA HAUSSE DES PRIX	10
- IL Y A 50 ANS, LA CONFERENCE DE YALTA...	11 - 12

Date	Description	Amount
1912	Jan 1	100.00
1912	Feb 1	200.00
1912	Mar 1	300.00
1912	Apr 1	400.00
1912	May 1	500.00
1912	Jun 1	600.00
1912	Jul 1	700.00
1912	Aug 1	800.00
1912	Sep 1	900.00
1912	Oct 1	1000.00
1912	Nov 1	1100.00
1912	Dec 1	1200.00
1913	Jan 1	1300.00
1913	Feb 1	1400.00
1913	Mar 1	1500.00
1913	Apr 1	1600.00
1913	May 1	1700.00
1913	Jun 1	1800.00
1913	Jul 1	1900.00
1913	Aug 1	2000.00
1913	Sep 1	2100.00
1913	Oct 1	2200.00
1913	Nov 1	2300.00
1913	Dec 1	2400.00
1914	Jan 1	2500.00
1914	Feb 1	2600.00
1914	Mar 1	2700.00
1914	Apr 1	2800.00
1914	May 1	2900.00
1914	Jun 1	3000.00
1914	Jul 1	3100.00
1914	Aug 1	3200.00
1914	Sep 1	3300.00
1914	Oct 1	3400.00
1914	Nov 1	3500.00
1914	Dec 1	3600.00
1915	Jan 1	3700.00
1915	Feb 1	3800.00
1915	Mar 1	3900.00
1915	Apr 1	4000.00

TRAVAILLEURS EN LUTTE, UNISSONS-NOUS!

Ces deux derniers mois, il y a eu un certain nombre de grèves pour revendiquer des augmentations de salaires ou pour refuser des licenciements abusifs. Ces grèves étaient nécessaires pour obliger les patrons à améliorer les conditions de vie et de travail des ouvriers. Voici quelques-unes de ces grèves :

A San-Pédro, du 3 au 19 janvier, les travailleurs de la SOGB (Société des Plantations d'Hévéa de Grand-Béréby) ont fait grève pour exiger, entre autres, qu'à travail égal, le salaire soit égal. En effet, des travailleurs de la 5ème catégorie par exemple touchent des salaires allant de 100.000 à 200.000 F alors que d'autres de même catégorie se contentent de 20.000 ou 30.000 F depuis des années. Ces disparités de salaires ont amené les grévistes à demander en compensation cinq mois de salaires. Ils n'ont obtenu qu'un mois et demi. Alors, pour montrer leur détermination, ils n'ont pas hésité à séquestrer certains responsables de la SOGB et à barricader l'accès à cette société.

Dans le même temps, le 5 janvier, profitant de la grève des travailleurs de la SOGB, ceux de la SAPH (Société Africaine des Plantations d'Hévéas) étaient aussi en grève pour revendiquer une augmentation de salaires. Leur grève a duré au moins une semaine.

Mais la grève des travailleurs de la SOGB a duré deux semaines. Il a fallu que le ministre de la Fonction publique aille à San-Pédro rencontrer les grévistes pour trouver un compromis provisoire. Ceux-ci ont obtenu "la permanence et la gratuité de l'électricité, l'octroi des bottes et des paires de lunettes pour les saigneurs (d'hévéas), le déblocage des prêts immobiliers, des prêts sociaux sans majoration". En contrepartie, les grévistes ont repris le travail. Mais en ce qui concerne le principal problème, celui de la grille salariale, il était question d'en discuter plus tard. Si les grévistes n'obtiennent pas satisfaction au sujet de cette principale revendication, une nouvelle grève n'est pas à exclure. Ca sera alors la troisième grève, puisque vers la fin de décembre dernier, ils étaient obligés de faire trois jours de grève pour exiger la satisfaction de cette même

revendication.

Si les travailleurs de la SOGB ont pu faire aboutir certaines de leurs revendications, sans qu'il n'y ait eu l'intervention des forces de répression, ceux des plantations de l'IDEFOR d'Irho Lamé ont été réprimés le 17 janvier pour avoir simplement revendiqué leurs droits.

L'origine de cette grève remonte à deux ans. En effet, en 1993, les 450 travailleurs d'IDEFOR ont été abusivement licenciés pour avoir -au moyen d'une grève pacifique- revendiqué le paiement de leurs arriérés de salaires et l'amélioration de leurs conditions de travail. C'était une revendication tout à fait légitime, d'autant plus qu'ils ne touchaient que 412 F par jour (salaire de misère toujours en vigueur d'ailleurs)! Lors de cette grève, ils avaient déjà subi une répression brutale avant d'être licenciés et remplacés par d'autres travailleurs nouvellement recrutés.

Par le biais de leur centrale syndicale, "DIGNITE", les grévistes avaient saisi le BIT (Bureau International du Travail) qui venait de trancher en leur faveur en demandant leur réintégration. C'est ainsi que le 17 janvier dernier, ils sont retournés au travail. Mais ils allaient être agressés à la fois par les forces de l'ordre et les nouveaux travailleurs montés contre eux. Les grévistes ont été attaqués à coups de grenades lacrymogènes, frappés parfois à coups de machette, traqués jusque dans la forêt. Il y a eu officiellement neuf blessés et trois disparus. Leurs maisons ont été pillées et leurs familles dispersées.

Tout récemment, le 6 février, des travailleurs d'IFAM-CI (une société qui fabrique des articles ménagers) ont observé un arrêt de travail pour réclamer la démission du directeur administratif. Au sujet de celui-ci, l'un des grévistes a déclaré : "il fait obstacle à toutes nos doléances..."

Pour se faire entendre, les travailleurs ont donc arrêté le travail et étaient assis devant l'entrée principale de l'usine. Le directeur administratif a fait appel à la police qui les a matraqués et poursuivis à travers la zone industrielle de Yopougon. Six de leurs délégués ont été arrêtés.

Ces grèves et bien d'autres qui se sont succédé ces derniers temps, sans oublier celle de la SIR (dont nous avons déjà parlé dans le précédent numéro du "Pouvoir Aux Travailleurs") montrent que bon nombre de travailleurs ne sont pas résignés, malgré la crise et les menaces de licenciement

qui pèsent sur eux. Ils se battent pour défendre leur droit à l'existence. Leur combativité a dû impressionner par exemple le quotidien "Fraternité-Matin" (proche du PDCI) qui s'est demandé s'il n'y avait pas quelqu'un qui cherchait à déstabiliser le régime en poussant les ouvriers à se mettre en grève. Des journalistes de ce genre de journaux sont payés pour mentir aux pauvres, émousser leur volonté de lutte en prétendant par exemple qu'ils n'ont rien d'autre à faire que subir leur sort, etc. Ces journalistes vivent dans un autre monde, celui de leurs maîtres riches. Et ils ne peuvent pas comprendre que des travailleurs, exploités et très mal payés soient obligés de se battre pour survivre.

Mais l'inquiétude des journaux comme "Fraternité-Matin" traduit dans une certaine mesure celle des dirigeants dont ils sont les porte-parole. Et c'est tant mieux! Mais cette inquiétude ne suffit pas pour que ces gens-là tiennent compte de nos revendications. Pour arracher des augmentations de salaires dont nos familles et nous avons besoin pour vivre décemment, pour obliger les patrons à améliorer nos conditions de vie, il faut qu'ils aient peur de perdre beaucoup de leurs richesses -s'ils ne nous en lâchent pas une partie.

Pour cela, il faut que les travailleurs coordonnent toutes leurs luttes -celles d'Abidjan et celles des villes de l'intérieur- en une seule lutte contre les patrons et le gouvernement à leur service. Oui, comme nous venons de le voir, le gouvernement se met systématiquement du côté des patrons. Et cela est normal, parce qu'il est précisément là pour ça. Il suffit qu'un patron fasse appel à lui en levant le petit doigt, pour qu'il envoie des forces de l'ordre contre les travailleurs, chaque fois qu'ils revendiquent leurs droits. Là aussi, le gouvernement joue son rôle normal en les réprimant.

C'est en unissant leurs luttes que les travailleurs pourront changer le rapport des forces en leur faveur, car c'est précisément leur nombre et leur concentration dans les entreprises et au-delà, dans les villes qui constituent le principal élément de leur force. Il est donc de l'intérêt des travailleurs que leurs grèves, leurs manifestations confluent en une action unifiée, combinant grèves, manifestations et toutes autres formes de luttes susceptibles de faire peur à la bourgeoisie.

Ce qui a manqué aux travailleurs, c'est une direction politique pour qu'il en fût ainsi avec les différentes récentes grèves qui ont eu lieu presque en même temps -mais en ordre dispersé. L'avenir dira s'il en sera autrement avec les luttes de demain.

LA CÔTE D'IVOIRE, UN PAYS PAUVRE COMME TANT D'AUTRES

La côte d'ivoire est dorénavant classée par des organismes internationaux parmi les pays pauvres. Ce classement s'effectue à partir de quelques critères, tels que le revenu par tête d'habitant, le taux de mortalité, le taux de scolarité, l'accès à l'eau potable, à l'électricité, aux soins modernes, etc. Quelles sont les causes de cette pauvreté? Comment faire pour s'en sortir? Existe-t-il une solution?

Ainsi, selon la banque mondiale, le revenu par tête d'habitant en Côte d'Ivoire est de 80.000f par an. Soit moins de 7.000f par mois. 50% de la population de ce pays, c'est-à-dire la moitié des habitants, ne disposent pas du minimum vital pour vivre. 90% de la population rurale vivent en dessous du seuil de pauvreté. Seuls 10% de la population rurale ont accès à l'eau potable et 30% dans les villes.

Tous ces chiffres sont d'autant plus scandaleux qu'il y a dans ce pays des gens qui ne savent pas quoi faire de leur argent. Leur piscine est remplie d'eau potable, leur jardin arrosé chaque jour; leurs animaux sont mieux nourris et mieux soignés que les ouvriers. Oui, dans ce pays pauvre, il y a deux mondes: celui des riches qui ne manquent de rien, qui vivent dans une opulence d'autant plus scandaleuse qu'à côté, à quelques centaines ou dizaines de mètres vivent des pauvres qui ne disposent même pas du minimum vital pour se nourrir ou pour se soigner.

Cette réalité-là, les chiffres de la banque mondiale ne le disent pas. Et pour cause! Ils

préfèrent tout confondre et parler de revenu moyen de 7.000f par habitant. Ils ne disent pas que dans ce revenu moyen, il y a une toute petite minorité qui touche des millions de francs par mois et une majorité qui ne touche rien; que c'est la moyenne de tout ça qui donne le chiffre de 7.000f.

La banque mondiale ne dit pas non plus que parmi la population, celle qui souffre, c'est justement celle qui produit les richesses, celle qui travaille toute la journée, du matin au soir. Et leurs revenus ne suffisant pas, leur femme est contrainte, en plus du travail de maison, de travailler en ville comme "bonne" chez les riches, vendre au marché ou se débrouiller d'une façon ou d'une autre. Il en est de même pour leurs enfants qui, de plus en plus, dès leur jeune âge, sont contraints d'apporter leur contribution aux revenus de la famille. De telle sorte que leur vie, et en particulier celle de leur femme, n'est que dure labeur, alors que le monde des riches, lui, ne travaille pas et vit de l'exploitation des premiers.

Alors, pourquoi certains pays sont riches et d'autres pauvres? Pourquoi et comment se fait-il qu'il y ait un tel degré de pauvreté?

A ces questions, on peut donner différentes réponses suivant qu'on est riche ou pauvre, au pouvoir ou dans l'opposition, croyant ou non croyant.

Le journal "La voie", par exemple, n'hésite pas à dire que c'est la faute du PDCI et

particulièrement de Henri Konan Bédié. Le titre est d'ailleurs bien évocateur: "Bédié appauvrit les Ivoiriens". L'article, dans le même style, conclut en disant que "le Président et son gouvernement semblent tirer un malin plaisir à voir le cercle de pauvreté s'élargir. Les Ivoiriens de plus en plus pauvres et nécessiteux seront facilement achetables et à très bas prix" (à l'occasion de prochaines élections présidentielles). Toute l'opposition est à la mesure de cette conclusion: elle est minable!

Ne leur demandez surtout pas, est-ce qu'au Zaïre ou en Guinée Conakry c'est aussi Konan Bédié qui est au pouvoir? Parce que dans ces pays, la situation n'est pas meilleure, quand elle n'est pas pire. Ils ne pourraient y répondre. Parce qu'en vérité, Gbagbo lui-même sera le Mobutu, le Sékou Touré, le Bokassa, ou, justement, le Bédié de demain, si la bourgeoisie le lui permet. Pourquoi? Parce que tous ces gens là sont au service de la bourgeoisie. Voilà pourquoi les gens de l'opposition ne disent pas que ceux qui habitent les quartiers tels que Washington ou Koumassi Poto-Poto, etc, dans les conditions que l'on connaît, vivent là parce que ceux pour qui ils travaillent, à savoir les riches, ne les payent pas assez pour vivre ailleurs.

Exactement comme certains expliquent la pauvreté de la Côte d'Ivoire par "la mauvaise gestion des dirigeants", d'autres diront que c'est "parce qu'on n'a pas fait assez d'industrie", d'autres encore, parce que "nos matières premières" ne sont pas achetées par les pays riches à leur "prix normal"; dans les pays qui connaissent la sécheresse, il y en a qui diront que c'est à cause du manque de pluie; certains conclueront que "c'est le destin, c'est la volonté de dieu, on ne peut rien faire". D'autres diront que les gens des pays pauvres sont trop fainéants pour

travailler. Comme si, c'est le travail qui a enrichi la bourgeoisie!

De même que la bourgeoisie est riche parce qu'elle vole chaque jour la force de travail de l'ouvrier, qu'elle exploite l'ouvrier; de même qu'une toute petite minorité de pays sont riches parce qu'ils accumulent chaque jour les richesses du monde entier: ils servent de coffre-fort à la bourgeoisie. Ne dit-on pas que "l'argent appelle l'argent"? Les riches ivoiriens eux-mêmes, "nationalistes" ou pas, en bons bourgeois, envoient leurs capitaux là où c'est rentable, ou tout simplement pour le placer dans un endroit sûr, à l'abri d'un éventuel changement politique brusque qu'ils ne souhaitent pas. Et si les bourgeois, à commencer par les Bouygues ou les Bolloré, les familles Houphouët ou Bédié, les Jaber ou les Nabil, s'ils envoient leurs capitaux en Suisse, en France ou aux Etats-Unis, ils savent pourquoi.

C'est le système capitaliste qui fait qu'il y a une majorité de pauvres et une minorité de riches. Parce que la bourgeoisie organise la production -non pas en fonction des besoins de l'humanité- mais en fonction de ses seuls intérêts.

Alors, pour mettre fin à la misère et à la pauvreté, il faudra mettre fin au système capitaliste, il faudra arracher les richesses des mains de la bourgeoisie. Et c'est là un problème que ceux qui refusent cette société injuste et barbare doivent se poser et y apporter une réponse. A commencer par les pauvres qui, s'ils distinguent leurs amis de leurs faux amis, peuvent constituer une force capable de faire sauter le capitalisme et mettre ainsi fin à son cortège d'injustices, de misère et de mort.

**LE GABON EXPULSE MASSIVEMENT SES SANS PAPIERS:
LES TRAVAILLEURS IMMIGRES DESIGNES
COMME BOUCS-EMISSAIRES**

C'est par milliers que les ressortissants africains vivant et travaillant au Gabon sont contraints de quitter ce pays dans la précipitation, sous la menace de représailles des autorités gabonaises. Celles-ci avaient annoncé en septembre 1994 qu'elles allaient expulser massivement et manu-militari tout étranger sans titre de séjour. La date du 31 janvier 1995 a été annoncée comme date-buttoir pour que les "clandestins" se mettent en règle pour leur titre de séjour. Cet ultimatum a ensuite été reculé au 15 février.

A l'approche de cet ultimatum, les bateaux, les pirogues et les taxi-brousse ont été pris d'assaut par des dizaines de milliers de personnes, femmes, enfants, vieillards craignant pour leur vie. Des familles entières ont dû abandonner leur maison, leur gagne-pain, emportant tout ce qui était transportable. Et dans ce genre de cas, de nombreux policiers et douaniers et autres fonctionnaires véreux en ont profité pour racketter ces fugitifs en leur extorquant des sommes pour n'importe quel motif. Certains policiers demandaient des certificats de non gage, d'autres inventaient des papiers comme une "autorisation administrative" pour quitter le territoire, etc...

Même pour ceux qui avaient réussi à prendre le bateau (qu'il fallait aussi payer très cher) le calvaire n'était pas fini car une fois au large où aller ? Le gouvernement béninois avait

refusé de faire accoster des bateaux au port de Cotonou. Seuls les ressortissants béninois avaient eu le droit de descendre au port. Les autres ont été obligés de rester à bord, entassés, affamés, fatigués. Même les malades n'ont pas eu le droit de quitter le bateau. Le ministre de l'intérieur béninois avait déclaré : "Le Bénin n'est pas un dépotoir" comme si les femmes, les hommes et les enfants se trouvant dans les bateaux valaient moins que les déchets toxiques. Ce même ministre de l'intérieur accepterait certainement volontiers les déchets toxiques provenant des pays occidentaux riches pour peu qu'on lui graisse la patte, mais pas les déshérités sans le sou.

C'est ainsi que tels des "boat-people" ces passagers indésirables ont été traînés de port en port.

Ce n'est pas la première fois que le gouvernement gabonais procède à des expulsions d'immigrés sans papiers. En 1978 c'étaient les Béninois qui étaient expulsés. En 1981, les Camerounais et les Nigériens en 1992.

Grâce à son pétrole, le Gabon est un pays relativement riche, comparé à d'autres pays africains. Et de ce fait, de nombreux Africains des pays frontaliers (Cameroun et Guinée Equatoriale) comme ceux des pays situés encore plus loin (Mali, Bénin, Sénégal, Mauritanie, Nigéria, Sao-Tomé, etc..) fuyant

la misère chez eux viennent tenter leur chance au Gabon en vivant des "petits-métiers". Ils sont au nombre de 100 et 150 000 à vivre au Gabon pour une population totale d'un peu plus d'un million d'habitants.

Depuis quelques années le gouvernement gabonais avait instauré un système de carte de séjours pour les étrangers. Le prix de cette carte est de 650 000 francs CFA pour les Ouest-africains, 173.000 F CFA pour les Camerounais, et 400 000 CFA pour les Ghanéens. Mais ce n'est pas tout, car en plus du prix exorbitant de la carte de séjour, ils doivent payer 2 000f CFA par jour en fonction du temps où ils ont vécu "illégalement" depuis leur entrée dans le pays. Plus de 700 000F CFA pour ceux qui ont vécu ainsi pendant un an ! On exige aussi qu'ils versent une caution de rapatriement de 300 à 400 000 F CFA. Mais comment payer une telle somme quand on a qu'un petit revenu à peine suffisant pour nourrir sa famille?

De nombreuses entreprises profitent de cette situation de précarité pour les employer frauduleusement avec un salaire de misère pour les travaux les plus pénibles.

C'est pour cette raison que de nombreux ressortissants étrangers sont obligés de braver tous les jours les contrôles policiers sans titre de séjour. Il revient encore moins cher de soudoyer un policier lors d'un contrôle plutôt que de payer sa carte de séjour. Et il arrive des fois que des clandestins soient embarqués et entassés comme des bêtes dans des minuscules cellules de Libreville où ils étouffent littéralement. C'est ainsi qu'on apprenait, comme un simple fait divers, que 67

clandestins ont péri de cette manière en février dernier dans une prison de Libreville.

Avec la crise, le chômage s'est aggravé au Gabon. Le FMI et les différents bailleurs de fonds réclament la diminution des effectifs dans la fonction publique et dans les entreprises d'Etat. Et le gouvernement, pour détourner la colère de la population gabonaise dont le pouvoir d'achat s'est trouvé encore plus aggravé par la dévaluation du franc CFA, n'a pas hésité à utiliser la politique de la xénophobie à l'égard des Africains immigrés en les désignant comme des boucs émissaires. C'est ainsi qu'un des responsables de la sécurité, le Général Ngari déclarait que les "sans-papiers" sont "dangereux" car selon lui, ils sont responsables de "la violence criminelle qui commence à prendre des proportions inquiétantes" au Gabon. Le premier ministre renchérisait en déclarant que les étrangers venaient au Gabon pour piquer le travail des Gabonais. "Tout le système de transport de taxi gabonais est aux mains des étrangers, trouvez-vous cela normal"? Ces paroles démagogiques appelant la population gabonaise victime de la crise à s'en prendre aux étrangers ont été saisies au bond par un certain nombre de petites gens qui commençaient à menacer les sans-papiers et même ceux qui étaient en règle. Des tracts ont même commencé à circuler à Libreville, annonçant que "tout étranger vivant dans les quartiers populaires et étant en situation irrégulière sera tué et brûlé". C'est ainsi que des milliers de personnes (y compris ceux qui étaient en règle) ont dû quitter Libreville dans la précipitation et dans la panique en payant très cher le

droit de monter sur les bateaux de marchandises qui à destination de Cotonou, qui pour Lagos ou Abidjan pour tenter de rejoindre leur pays d'origine.

La plupart des dirigeants africains, dictateurs eux aussi comme Bongo, n'ont même pas élevé la voix par "amitié" ou par solidarité avec Bongo qui est un de leur "vétérans". Et ce n'est pas étonnant, car même si certains comme Alpha Konaré ont osé dire que le gouvernement gabonais avait manqué de "courtoisie" à l'égard des immigrés sans papier, tous méprisent et oppriment leur propre peuple. Tous s'enrichissent en volant, pillant et rackettant les plus déshérités.

Mais cette expulsion ne résoudra aucun problème des masses pauvres gabonaises. Au Gabon comme ailleurs, les difficultés que connaissent les populations pauvres sont les conséquences du capitalisme, de ce système qu'impose aux pays africains la bourgeoisie impérialiste à travers ses valets locaux. C'est ce système injuste, qui veut que les richesses qui sont le fruit du travail des masses pauvres soient confisquées par une minorité de riches parasites, qui est à l'origine de la misère, des maladies, de la criminalité, mais aussi du fait que des millions de personnes sont obligées de quitter leurs pays pour aller survivre ailleurs. Finalement c'est dans tous les pays africains que les pauvres, qu'ils soient nationaux ou pas n'ont de place nulle part dans la société.

Ainsi contrairement à ce que dit "Fraternité Matin" dans son éditorial du samedi 4 février en donnant raison au dictateur Bongo tout en traitant les

immigrés expulsés de "racaille" ou à ce qu'affirme le journal "L'Oeil Du Peuple", dans son édition du mardi 7, en soutenant les autorités gabonaises parce que, selon lui, elles "se sont comportées en dignes défenseurs des intérêts de leurs citoyens" tout en reprochant aux dirigeants ivoiriens de ne pas faire pareil, ce ne sont pas les travailleurs immigrés qui sont à l'origine des problèmes énormes qui écrasent les masses pauvres gabonaises. Comme celles-ci, ils ne sont que d'autres victimes du capitalisme.

Les travailleurs et les masses pauvres en général n'ont aucun intérêt à faire confiance aux politiciens bourgeois, aux journalistes et autres larbins au service des riches quand ces derniers parlent de la défense des intérêts des "nationaux", de la patrie, de la nation, de l'ethnie, de la religion, etc. Ce sont là autant de pièges qui servent à diviser les pauvres pour les affaiblir et mieux les exploiter. La ligne de démarcation n'est pas entre, d'un côté, des "nationaux" et de l'autre, des "étrangers". La ligne de démarcation est entre riches et pauvres, exploités et exploités, bourgeois et prolétaires, d'où qu'ils viennent et quelles que soient leurs croyances et ethnies.

La patrie, la nation ou l'ethnie de nos dirigeants n'est pas celle qu'on croit ou qu'ils font croire. Ce n'est pas celle des "Ivoiriens", des "Gabonais" ou "Sénégalais" en général ou des "Baoulés", des "Bétés", des "Ouolofs", etc. Leur nation ou leur ethnie, la vraie celle-là, c'est celle des riches, celle du coffre-fort, de la mafia internationale dont ils sont les représentants locaux. Voilà leur véritable nation ou ethnie où

l'on trouve, bien sûr, des riches noirs de chez nous, mais aussi, des Blancs, Français, Américains, Allemands et autres, tous unis par une volonté commune de défendre leurs intérêts en exploitant les masses pauvres.

Inversement les travailleurs et les pauvres en général eux non plus n'ont pas de patrie, de nation ou d'ethnie. Ils n'ont que leurs intérêts à défendre, les intérêts des pauvres, des prolétaires. Quelles que soient leurs origines et leurs croyances, ils constituent une classe à part, celle des travailleurs, des opprimés, subissant la même exploitation, la même misère, les mêmes maladies et la même dictature imposées par les riches, sans exception. Par conséquent, pour les masses pauvres, les "étrangers" ne sont pas les autres travailleurs venus d'ailleurs qui partagent leur misère. Ceux-là sont des pauvres comme eux, leurs frères de classe. Pour les travailleurs,

les vrais étrangers sont les riches, tous les riches, nationaux ou pas, qui les exploitent et les réduisent à la misère.

Cette expulsion massive des travailleurs immigrés du Gabon illustre une fois de plus que même chez eux, sur le continent africain, les déshérités sont des "étrangers" indésirables parce que pauvres. On les opposera les uns contre les autres pour qu'entre-temps les parasites qui détiennent le pouvoir et la fortune puissent continuer à s'enrichir sur leur dos, qu'ils soient "étrangers", sans-papier ou pas. Et ils ne pourront vivre dignement et librement que lorsqu'ils auront débarrassé le continent de tous ces parasites et ces exploités et débarrassé avec eux les frontières et les Etats qui les maintiennent dans cette situation pour perpétuer ce système inhumain qu'est le capitalisme.

MAURITANIE: REVOLTE CONTRE LA HAUSSE DES PRIX

Il y a quelques semaines a eu lieu à Nouakchott une grande manifestation de la population pauvre contre une augmentation exorbitante du prix du pain. Elle a été décidée par le dictateur galonné Ould Taya soi-disant pour faire face à la dévaluation de l'Ouguiya, la monnaie mauritanienne.

Toutes les organisations et partis politiques d'opposition avaient appelé à des rassemblements et manifestations contre cette augmentation. Comme d'habitude, Ould Taya et son gouvernement ont tout de suite organisé une répression contre les manifestants sous prétexte qu'ils saccageaient des magasins. Un couvre-feu a été instauré le

23 janvier; deux dirigeants de l'opposition pourtant modérés ont été appréhendés et mis en résidence surveillée.

les dirigeants du régime prétendaient même que cette manifestation était fomentée par des intégristes mauritaniens. Cette manoeuvre n'a pas pris. Les deux leaders de l'opposition ont été finalement libérés, le couvre-feu levé. Comme on dit en poular: "Houldé Hatata Mayd" (la peur n'évite pas la mort), les dirigeants pris de peur ont reculé.

Un jour viendra où ce régime pourri sera sûrement balayé et ses dirigeants enterrés dans le sable du désert.

IL Y A 50 ANS LA CONFERENCE DE YALTA

Yalta, ville située en Crimée a réuni du 4 au 11 février 1945 les dirigeants des trois grandes puissances qui étaient en train de gagner la deuxième guerre mondiale. Il s'agit de Staline, Roosevelt et Churchill respectivement dirigeant de l'ex-URSS, des USA et de la Grande Bretagne.

Yalta ne fut qu'une des rencontres qui ont jalonné la guerre car les trois grands se sont réunis à Téhéran en novembre 1943 et s'uniront de nouveau en juillet 1945 à Potsdam. Mais Yalta fait davantage figure de symbole.

DE LA PEUR DE LA REVOLUTION...

Les puissances occidentales alliées voulaient que l'Europe d'après-guerre ne connaisse ni les crises, ni les convulsions, ni les affrontements sociaux qu'avait pu connaître l'Europe à l'issue de la première guerre mondiale. La révolution communiste russe qui les a fait trembler durant plusieurs dizaines d'années était née de ce contexte. D'ailleurs au moment de Yalta, l'Italie et la Grèce connaissaient une situation de troubles sociaux.

Les dirigeants réunis à Yalta craignaient que les populations exsangues, dépossédées, décimées, affamées ne se soulèvent pour régler leurs comptes avec les responsables de leurs malheurs et tentent de mettre fin à cette organisation sociale criminelle qu'est le capitalisme pour instaurer une société fraternelle débarrassée de la misère, de l'exploitation

et des guerres.

Tout comme la bourgeoisie impérialiste, la bureaucratie soviétique avait la crainte que cette 2ème guerre mondiale ne débouche sur une vague de révolutions prolétariennes. Son armée, qui n'avait de rouge que son appellation, agissait dans les pays de l'Est européen comme n'importe quelle armée d'occupation. Elle se dépêchait de combler le vide étatique laissé par le recul de l'armée hitlérienne en mettant en place une police, une armée nationale susceptible de maintenir l'ordre sous sa protection suprême.

... A LA COLLABORATION ET AU PARTAGE DU MONDE.

Toutefois les dirigeants impérialistes se méfiaient de Staline, car malgré ce dernier, les peuples du monde entier avaient encore de sympathie envers la Révolution russe. Et c'est sur pièce qu'au moment où s'ouvrait la conférence de Yalta, ils ont pu apprécier la loyauté de Staline envers eux en Grèce et en Italie.

Et c'est d'un trait de crayon qu'ils ont tracé, après des tractations en coulisse, les nouvelles frontières de cette partie de l'Europe de l'Est. Les Grecs seraient sous l'influence de l'Angleterre, les Bulgares et les Roumains sous celle de l'URSS. En Yougoslavie, Tito s'était installé et ils durent composer avec lui. La Hongrie serait placée sous double influence. La question de la Pologne fut laissée en suspens pour être réglée plus tard au

gré du rapport des forces.

En Asie, l'armée américaine était assurée de gagner la guerre contre le Japon mais elle n'avait pas assez de troupes pour contrôler les espoirs éventuels des nombreuses populations à bout de souffrance après l'évacuation de leurs territoires par l'armée japonaise.

Pour maintenir l'ordre impérialiste dans cette partie du monde après la fin du conflit, les USA tenteront de propulser Tchang Kai Check "super gendarme" dans les anciennes colonies japonaises. Mais le régime du "généralissime" était pourri. Certes, Tchang Kai Check se vit confier la reddition des troupes japonaises en déroute du Vietnam et du Laos, mais sur le territoire chinois lui-même les troupes de Mao Tsé Toung, (au programme pourtant bien modéré), gagnaient déjà du terrain malgré l'hostilité des USA mais aussi de Staline.

LES IMPÉRIALISTES EUROPÉENS
REPRENNENT PIED DANS LEURS
ANCIENNES COLONIES.

L'impérialisme américain pratiquement dépourvu de colonies était favorable à la dissolution des empires coloniaux européens, car cela lui laisserait plus de

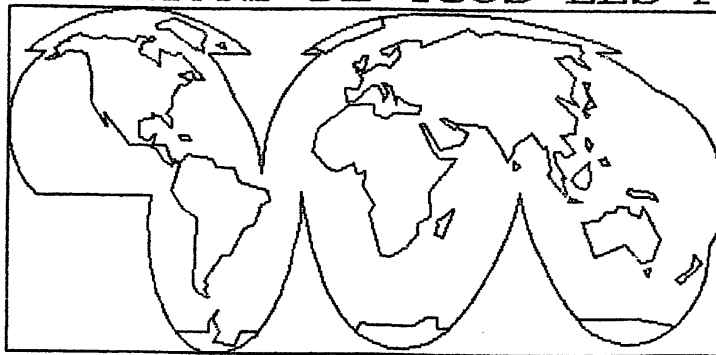
facilité pour prendre pied sur les marchés asiatiques et africains.

Les dirigeants américains faisaient des discours sur le "self gouvernement" mais laissèrent les mains libres aux impérialistes européens pas du tout prêts à ce genre d'orientation. Ceux-ci s'accrochèrent d'autant plus à leurs colonies qu'ils étaient faibles et décadents. Il est vrai que durant la guerre, pour obtenir la coopération des peuples colonisés, De Gaulle avait fait quelques promesses à leur intention. Il se contentait d'évoquer un avenir où " les hommes (qui) vivent sous notre drapeau...seront capables de participer chez eux à la gestion de leurs propres affaires".

Mais il écartait l'indépendance. D'ailleurs quelques mois plus tard, en mai 1945, les armées françaises réprimaient sauvagement une insurrection à Sétif en Algérie. Du droit des peuples, il n'en fut jamais question à part dans des déclarations de façade.

Il faudra que les peuples coloniaux livrent encore bien de combats coûteux en sang et en morts pour conquérir leur indépendance.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.